

2 Politique

**Discours à la Nation du président de la République
Bourses d'étude : le constat d'échec**

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le discours à la Nation du chef de l'Etat aura été l'occasion pour lui de poser la question de l'efficacité d'une politique éducative qui a coûté à l'Etat plus de 600 milliards de francs CFA entre 2012 et 2018. Sans ambages, il a considéré que les 800 000 bourses distribuées aux apprenants gabonais n'avaient pas produit les résultats escomptés. Toute chose qu'il va falloir rectifier en mettant en place des conditions d'obtention de la bourse dont l'objectif est de permettre au système éducatif national d'être enfin performant.

LE système éducatif gabonais va mal. Du moins, c'est

un secret de polichinelle au regard de la dégradation du niveau scolaire dans notre pays. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, sans chercher à se dérober devant cette vérité implacable, en a plutôt mis une couche. A l'occasion de son discours à la Nation du 16 août dernier, il n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour constater l'échec d'une politique qui a coûté à l'Etat plus de 600 milliards, dans le financement des bourses d'étude entre 2012 et 2018.

«Non seulement le Gabon est l'un des pays en Afrique qui dépense le plus pour ses étudiants boursiers sans que les résultats ne soient au rendez-vous», a déclaré le numéro un gabonais. Il a ainsi fustigé les 70% des bourses qui sont octroyées dans les filières littéraires



Photo : DR/L'Union

Ali Bongo Ondimba, à nouveau, face au défi du système éducatif.

ou dans les humanités, alors que, selon lui, le pays a davantage besoin de former dans les filières techniques, professionnelles ou scientifiques afin de renforcer l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins sur le marché de l'emploi. De ce fait, il a estimé que les priorités ne

devraient donc pas se résumer aux revendications salariales dans l'Education nationale. «Le système éducatif est en panne», a-t-il martelé. Et d'appeler à plus de réformes et surtout à la remise à plat de ce système.

Aussi, a-t-il annoncé une réforme des conditions

d'obtention de la bourse. En ce sens, celle-ci devra désormais être attribuée en fonction des critères sociaux et académiques. Il fait ainsi sauter un verrou qui a longtemps consisté, pour la République, de toujours assister les «mêmes», autrement dit les enfants des «nantis». Même s'il faut reconnaître que depuis son accession au pouvoir en 2009, la courbe s'est quasiment inversée en faveur des plus défavorisés. Une dimension sociale d'attribution de bourse qui devra épargner les revenus des parents. Il sera plus difficile à un fils de haut cadre d'administration d'obtenir facilement une bourse d'études sauf à faire exploser les compteurs des notes

scolaires. Dans la foulée, pour palier les difficultés du système, le chef de l'Etat a annoncé la naissance d'une "Task force de l'éducation". L'objectif, comme il l'a rappelé, est de faire des propositions «fortes, concrètes et d'application immédiate, c'est-à-dire dès la rentrée prochaine». Il sera question de remettre ledit secteur à flot, du primaire au supérieur avec cette fois-ci, a-t-il garanti, l'ambition de créer une véritable synergie entre le système éducatif et le monde de l'emploi. Il ne reste donc plus qu'à attendre les conclusions de cette "Task force", pour voir le nouveau cap que va prendre l'école chez nous.

Activité présidentielle

Joël Danies reçu par Ali Bongo Ondimba

LLIM
Libreville/Gabon

LUNDI dernier l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Gabon, Joël Danies, était l'hôte du président de la République Ali Bongo Ondimba. La rencontre a eu lieu au palais de la présidence de la République.

Au cours de leur entretien, plusieurs points ont été abordés. Notamment le renforcement des relations d'amitié et de coopération entre leurs deux pays. Occasion pour Joël Danies de faire le bilan de quatre mois au Gabon après sa prise de service. Les questions relatives aux opportunités d'affaires qu'offre le Gabon aux investisseurs américains dans les do-



Photo : DR

Le président de la République échangeant avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Gabon.

maines économique, touristique, social étaient au menu de leur entretien. Tout comme l'organisation de la 73e Assemblée générale des Nations unies, en

septembre prochain à New York et à laquelle prendra part le chef de l'Etat gabonais. Il ressort de ce dernier point, qu'au cours de ces

assises, les chefs d'Etat et de gouvernement aborderont les questions de paix, de sécurité et de développement économique de l'Afrique.

Gabon - RDC

Un émissaire de Kabila reçu par Ali Bongo



LE Président de la République, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, a reçu hier en audience le Vice-premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), M. Léonard She Okitundu.

Porteur d'un message du Président Joseph Kabila Kambange, le Vice-premier ministre congolais a également échangé avec le chef de l'Etat sur les conclusions du Sommet de Luanda sur la paix, la sécurité et la stabilité dans les sous-régions d'Afrique centrale et australe.

Au cours de cette réunion de haut niveau, les chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président en exercice de la CEEAC, S.E. Ali Bongo Ondimba, se sont engagés à soutenir et accompagner le peuple frère de la République démocratique du Congo dans la perspective des prochaines consultations électorales qui se tiendront dans ce pays.

Tribune des Partis politiques

L'heure de vérité

DANS un peu plus d'un mois, le Gabon va connaître des élections politiques. Les Législatives et les Locales couplées. Les premières, à deux tours, se dérouleront le 06 octobre pour le premier tour et le 27 octobre pour le second. Tandis que le deuxième scrutin ne se tiendra que le 06 octobre. Après une longue attente de près de deux années, les électeurs sont désormais fixés sur le calendrier électoral. Les partis politiques aussi. Surtout eux d'ailleurs les plus concernés, en ce sens que c'est l'élection qui, a priori, justifie leur existence. Si l'exercice du pouvoir est le premier objectif par une formation politique, l'élection est le passage obligé pour y parvenir. Il est donc logique que tout parti politique normal s'active en période électorale pour participer aux scrutins. Au regard de l'effervescence qu'a connue notre pays lors du Dialogue politique, notamment dans sa phase purement politique, on devrait s'at-

tendre au même engouement dans les prochaines semaines. On se souvient de ce que, officiellement, plus d'une quarantaine de partis politiques avaient pris part aux assises d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville. De nombreux observateurs s'attendent donc à ce que plus de la cinquantaine (et peut-être plus) des partis politiques que compte notre pays prendront part aux deux élections du mois d'octobre prochain. Seulement à ce jour, une infime minorité de formations politiques s'activent. Parmi ceux-ci, le Parti démocratique gabonais (PDG), c'est évident, en sa qualité de parti au pouvoir. Cette formation politique a même déjà rendu publique la liste des candidats qui défendront ses couleurs aux Législatives. Toujours dans le camp de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, le Centre des libéraux réformateurs (CLR) a déjà exprimé sa détermi-

nation "habituelle" à prendre part aux prochaines élections. Quelques autres s'organisent également, notamment ceux qui, depuis leur création participent régulièrement aux scrutins... Dans l'opposition, certaines formations politiques sont sur le terrain dans la perspective des élections à venir. C'est le cas de celles dites "modérées" comme le PSD, le PDS, DN. Tout comme certains partis membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), opposition radicale, qui soutient Jean Ping. Dans ce groupement politique, l'UN, Les Démocrates et RHM sont visibles sur le terrain, en prélude aux élections du mois d'octobre. Dans un camp comme dans l'autre, de nombreux partis politiques demeurent à ce jour invisibles et aphones. Dans tous les cas, ces élections couplées, fait inédit dans notre pays, devraient sonner l'heure de vérité pour tous les partis

politiques pour justifier leur existence. Il ne sert à rien de continuer à considérer des partis qui n'existent que de nom et pour jouer les trouble-fêtes et fausser le jeu démocratique. C'est aussi une opportunité pour le ministère de l'Intérieur, en charge des associations, de nettoyer le fichier des partis politiques en retirant par exemple cette qualité aux formations politiques, surtout à celles qui, après plus de 10 ans d'existence, rechignent à présenter des candidats aux élections ou qui y vont mais n'obtiennent jamais le moindre élu. L'occasion est donc donnée aux APSG, ARENA, BPU, CCDG, EPI, FDC, FDR, UNAF, UDS, FPG, FCG, RGUP, VDF, BDC, PCO, PDN, UPGL, Les Gaulois, et bien d'autres, d'aller au front afin que la population sache de quel poids ils pèsent réellement sur l'échiquier politique national.